

**ARTICLE 7 :** Le ministre de la Santé, le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 4 juin 2002**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de la Santé,**  
**Mme TRAORE Fatoumata NAFO**

**Le ministre de l'Administration Territoriale  
et des Collectivités Locales,**  
**Ousmane SY**

**Le ministre l'Economie  
et des Finances,**  
**Bacari KONE**

**Le ministre de l'Emploi et de la  
Formation Professionnelle,**  
**Makan Moussa SISSOKO**

-----

**DECRET N°02-315/P-RM DU 04 JUIN 2002 FIXANT  
LES DETAILS DES COMPETENCES TRANSFEREES DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EN MATIERE D'HYDRAULIQUE RURALE ET URBAINE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N° 93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre Administration des Collectivités Territoriales ;

Vu la Loi N°95-034 du 12 avril 1995 portant code des collectivités territoriales et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu la Loi N° 96-050 du 16 octobre 1996 portant principes de constitution et de gestion du domaines des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Ordonnance N°00-027/P- RM du 22 mars 2000 portant Code Domanial et Foncier, ratifiée par la Loi N°02-008 du 12 février 2002 ;

Vu la Loi N°02-006 du 31 janvier 2002 portant Code de l'Eau ;

Vu l'Ordonnance N°00-020/P- RM du 15 mars 2000 portant organisation du Service Public de l'Eau potable, ratifiée par la Loi N°00-079 du 22 décembre 2000 ;

Vu le Décret N° 95-210/P - RM du 30 mai 1995 déterminant les conditions de nomination et les attributions des représentants de l'Etat au niveau des Collectivités Territoriales, modifié par le Décret N°01-555/P-RM du 21 novembre 2001 ;

Vu le Décret N°00-183/P- RM du 14 avril 2000 fixant les modalités d'application de l'ordonnance N°00-020/P- RM du 15 mars 2000 portant organisation du Service Public de l'Eau potable ;

Vu le Décret N° 02-132/P –RM du 18 mars 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-135/P- RM du 19 mars 2002 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par les Décrets N°02-160/ P –RM du 30 mars 2002 et N°02-211/P – RM du 25 avril 2002 ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le présent décret fixe les détails des compétences transférées de l'Etat aux Collectivités Territoriales des niveaux commune et cercle en matière d'hydraulique rurale et urbaine.

**ARTICLE 2 :** Les collectivités territoriales exercent les compétences ci-après en matière d'hydraulique rurale et urbaine :

**Niveau Commune :**

- l'élaboration du plan de développement communal d'hydraulique rurale et urbaine d'intérêt communal ;

- la réalisation et l'équipement des infrastructures ;  
- l'exploitation des infrastructures d'alimentation en eau potable ;

- le contrôle et le suivi des structures agréées pour la gestion des infrastructures d'alimentation en eau potable ;

- le recrutement des exploitants chargés du fonctionnement des infrastructures d'alimentation en eau potable.

**Niveau Cercle :**

- l'élaboration du plan de développement de cercle en matière d'hydraulique rurale et urbaine d'intérêt de cercle ;  
- la réalisation et l'équipement des infrastructures.

**ARTICLE 3 :** Les infrastructures existantes sont dévolues à la collectivité territoriale dans le ressort territorial de laquelle elles sont installées sur décision du Haut-Commissaire de Région.

La collectivité territoriale bénéficie à cet effet de l'appui technique des services compétents de l'Etat pour la formation et le recyclage du personnel chargé de la maintenance et de l'entretien.

**ARTICLE 4 :** L'Etat met à la disposition des collectivités territoriales concernées les ressources financières mobilisées pour l'exercice des compétences transférées.

**ARTICLE 5 :** Le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent Décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 4 juin 2002**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre des mines ,**  
**de l'Energie et de l'Eau,**  
**Aboubacary COULIBALY**

**Le ministre de l'Administration Territoriale**  
**et des Collectivités Locales,**  
**Ousmane SY**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bacari KONE**

-----

~~**DECRET N° 02-316/P-RM DU 04 JUIN 2002 FIXANT**~~  
~~**L'ORGANISATION ET LES ATTRIBUTIONS**~~  
~~**DE LA GARDE NATIONALE DU MALI**~~

~~**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**~~

~~**Vu la Constitution;**~~

~~**Vu l'Ordonnance**~~ N°00-050/P -RM du 27 septembre 2000 portant création la Garde Nationale du Mali, ratifiée par la loi N° 00-087/ du 26 décembre 2000 ;

Vu le Décret N° 02-132//P-RM du 18 mars 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N° 02-135/P-RM du 19 mars 2002 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par les Décrets N° 02-160/P -RM du 30 mars 2002 et N° 02-211/P- RM du 25 avril 2002 ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

## **TITRE I: DES DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le présent décret fixe l'organisation et les attributions de la Garde Nationale du Mali.

**ARTICLE 2:** La Garde Nationale du Mali est placée sous l'autorité du ministre chargé des Forces Armées et mise à la disposition du ministre chargé de la sécurité dans le cadre de l'emploi.

## **TITRE II: DE L'ORGANISATION**

**ARTICLE 3:** La Garde Nationale du Mali comprend :  
- au niveau central un Etat-Major ;  
- au niveau territorial des formations territoriales.

### **CHAPITRE. I DE L'ETAT MAJOR**

**ARTICLE 4:** L'Etat-Major de la Garde Nationale du Mali comprend :  
- un cabinet ;  
- une inspection ;  
- une division des opérations et de l'emploi ;  
- une division administrative et financière ;  
- une division matériel et logistique ;  
- un service des transmissions et des télécommunications.

### **CHAPITRE. II DES FORMATIONS TERRITORIALES.**

**ARTICLE 5 :** Les formations territoriales comprennent :  
- un groupement de maintien de l'ordre ;  
- un groupement territorial du district ;  
- des groupements régionaux.

## **TITRE III : DES ATTRIBUTIONS**

### **CHAPITRE I : DU CHEF D'ETAT-MAJOR DE LA GARDE NATIONALE DU MALI**

**ARTICLE 6 :** Le chef d'Etat-Major de la Garde Nationale du Mali a pour missions de concevoir, diriger, coordonner, animer et contrôler les activités de la Garde Nationale du Mali.

A ce titre, il est chargé de :  
- l'établissement de la doctrine d'emploi des formations de la Garde Nationale;

- l'établissement des plans de mobilisation du personnel et du matériel ;

- la réalisation et le maintien de l'aptitude opérationnelle des forces ;

- la gestion du personnel ;  
- le soutien logistique des forces ;